

**12 décembre : Urgence
Industrie
Défendons nos emplois !**

Notre pays fait face à une casse industrielle d'une ampleur sans précédent. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc. Plus de 200 000 emplois sont directement menacés en France.

La stratégie financière des directions d'entreprise est en train de détruire l'industrie. La recherche de rentabilité à court terme menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salarié·e·s concernés avec la CGT.

En Isère, après la liquidation de l'entreprise TeamTex-Logiplast filiale du groupe Mutares, bien connu pour ses méthodes de voyou, qui laisse sur le carreau 161 salarié·e·s, dont au minimum 483 emplois induits, c'est au tour de Valeo d'annoncer un PSE et la destruction de 238 emplois (714 emplois induits) sur son site de Saint-Quentin Fallavier.

Alors que la situation de Vencorex n'est pas réglée, tout comme le sort des 450 salarié·e·s (5000 emplois induits si l'on considère l'ensemble des interdépendances) - **l'État refusant d'agir sur ce dossier malgré les beaux discours sur la souveraineté et la relocalisation d'activités industrielles** - les plans de destruction d'emplois se succèdent pour garantir les exigences des actionnaires.

Cette situation ne peut pas perdurer et exige la mobilisation des travailleuses et des travailleurs pour faire entendre au patronat, MEDEF en tête, que nous refusons d'être sacrifiés sur l'autel des profits financiers.

Nous exigeons :

1. Un **moratoire sur les licenciements** pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
2. Un **plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels**, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
3. La **conditionnalité des aides publiques** doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle ;
4. Retour au **tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz** pour un juste prix face aux factures dans l'industrie ;
5. Un **plan d'urgence pour l'investissement productif** avec la création d'un pôle public financier ;
6. L'organisation d'**Assises de l'industrie**.

Les licenciements sous perfusion d'argent public : 200 milliards par ans pour maintenir le niveau de rentabilité pour les actionnaires et faire baisser la rémunération du travail !

La CGT Isère est déterminée à ne pas subir cette casse de l'industrie dont nous ne nous remettons pas.

C'est pourquoi nous appelons à un **rassemblement jeudi 12 décembre à 11h00 devant la préfecture de l'Isère** pour exiger un moratoire sur les licenciements et des assises départementales sur l'industrie et ses filières.

Des prises de paroles des représentant·e·s syndicaux d'entreprises concernées par les plans de restructurations, de fermeture, seront organisées. Un pique nique de soutien est également prévu à 12h30 sur le site de la plate-forme chimique de Pont de Claix en soutien aux salarié·e·s de Vencorex.

Grenoble, le 28 novembre 2024

